

Les trois causes auxquelles il faut attribuer la situation actuelle sont: Premièrement, la masse monétaire; deuxièmement, la demande de prêts et troisièmement l'interaction des deux premières causes, c'est-à-dire le taux d'intérêt.

Le gouvernement a adopté une politique arbitraire qui ne porte que sur la masse monétaire. En premier lieu, il y a eu la déclaration du ministre des Finances au sujet d'un versement de 5 p. 100 sur les impôts perçus avec promesse d'une remise ultérieure. C'est incontestablement une mesure destinée à épuiser les fonds disponibles sous forme de prêts. Il y a aussi d'autres initiatives, notamment celles qui ont été prises par le ministre du Travail dont relève la Société centrale d'hypothèques et de logement, en vue de hausser de 6¼ à 6¾ p. 100 le taux d'intérêt prélevé sur les hypothèques consenties aux termes de la Loi nationale sur l'habitation.

Tous ceux qui ont surveillé le résultat de cette mesure—et je l'ai fait moi-même dans ma propre circonscription—savent qu'un grand nombre de personnes éprouvent de la difficulté à contracter des emprunts. Très souvent, elles n'y parviennent pas. Nombreux sont ceux qui ont dû différer leurs projets de construction à cause de la hausse des taux d'intérêt qui a entraîné une diminution de la demande de prêts. Ceux qui refusent de le croire, font comme l'autruche qui enfouit sa tête dans le sable.

Je remarque que le ministre des Pêcheries hoche la tête. Je lui demande combien de pêcheurs pourraient s'adonner à leur métier, acheter des bateaux et ainsi de suite si le taux d'intérêt sur les articles qu'ils doivent acheter augmentait sans cesse? Ils ne pêcheraient plus, ne prévoyant guère de profits. Après tout, ce sont des hommes d'affaires, intéressés aux bénéfices. S'ils ne peuvent faire de l'argent, on ne pourra les inciter à travailler. De même, un taux d'intérêt croissant diminue la demande de fonds à prêter. Ces fonds ont été réduits. Tout cela découle des initiatives du gouvernement. Autrement dit, les disponibilités ont été délibérément tarées dans le domaine de l'habitation.

Il y a d'autres points à considérer: les prêts bancaires, par exemple. A l'heure actuelle, les banques ne trouvent aucun intérêt à consentir de petits prêts bancaires vu la pénurie de fonds. Elles peuvent, toutefois, faire des prêts beaucoup plus considérables au taux de 6 p. 100. Conséquemment, lorsque le petit homme d'affaires demande un emprunt, on le lui refuse sous prétexte qu'on n'a pas l'argent. Le

banquier ne peut pas dire à l'homme d'affaires la raison précise de son refus de lui prêter.

● (9.10 p.m.)

Le banquier l'informerait que ses garanties ne sont pas bonnes, que ses chances de réaliser un profit ne sont pas grandes ou quelque chose de ce genre. En 1962 le gouvernement actuel avait prévu l'aide à la petite entreprise dans son programme électoral. Permettez que je vous donne lecture de ce qu'il avait dit exactement au sujet de ce qu'il ferait pour l'aider. Il assurerait aux petits commerçants un traitement équitable. Les programmes des libéraux, affirmait-il, favoriseraient beaucoup plus de crédits, des taxes moins élevées et une expansion des établissements commerciaux. Les mesures économiques, promettait-il, viseraient à augmenter les possibilités des diverses entreprises de nos petits fabricants, détaillants et exploitants de services.

Le gouvernement a-t-il oublié ses promesses de 1962, ou a-t-il changé d'idée? C'était là son programme en 1962. Maintenant il fait tout le contraire. La déclaration du député de Verdun (M. Mackasey) m'a étonné. Il a dit avoir incité des résidents de la localité à mettre en œuvre certains programmes d'habitation, de pensions à l'intention des personnes âgées et le reste. Il les avait encouragés à le faire bon nombre de fois mais n'avait jamais réussi à les faire agir. Le député s'est-il jamais arrêté sur le fait qu'il existait une négligence plus grande que l'inertie des gens des diverses localités? A moins que ne soient mis en œuvre des programmes d'ensemble—et le gouvernement actuel ne l'a jamais fait—les gens des collectivités ne réagiront pas comme ils le devraient. Je parlerai un peu plus tard de la propagande faite lors de cette campagne électorale.

J'attire votre attention sur ce tabouret à trois pieds: d'un côté, la masse monétaire; de l'autre côté, la demande de prêts; et, troisième côté, l'effet réciproque de l'une et de l'autre d'où résulte une hausse du taux d'intérêt. Dans ces conditions, on refuse des prêts à ceux qui veulent acheter des biens de consommation, retenant ainsi l'argent qui devrait retourner à la production et servir à augmenter nos exportations. On met un frein à l'inflation, mais l'économie en souffre, c'est certain.

Comme le gouvernement a adopté une politique d'argent serré et que les gens réclament des biens de consommation, il n'y en a pas assez pour tout le monde. Voilà l'effet que la hausse du taux d'intérêt exerce sur notre